

22 août 2019 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Déclaration conjointe d'Emmanuel Macron et Boris Johnson, Premier ministre du Royaume-Uni

Emmanuel MACRON

Bonjour Mesdames, Messieurs, je suis heureux de pouvoir accueillir aujourd'hui à Paris Monsieur le Premier ministre, cher Boris JOHNSON, ravi pour cette première visite en France après votre prise de fonction. Nous avons eu l'occasion d'échanger téléphoniquement quelques heures après vos nouvelles responsabilités et je suis très heureux que nous puissions aujourd'hui avoir l'opportunité de discuter plus longuement. Je veux d'abord dire à quel point la relation entre nos deux pays est à mes yeux essentielle et inaltérable quel que soit le moment et quelles que soient les circonstances. C'est notamment le cas en matière de politique étrangère, de défense et je vois dans votre choix de venir à Paris aussi l'incarnation de la nécessité d'entretenir cette relation privilégiée. Cette relation, elle, a une histoire très profonde, elle a également des traités qui nous lient et qui dépassent le cadre de l'Union européenne et elle a des engagements très profonds dans plusieurs crises actuelles que nous avons à gérer ensemble et sur des dossiers comme l'Iran, le Sahel, la lutte contre le changement climatique, l'éducation des filles, l'implication de nos pays ensemble a toujours été non démentie et est essentielle. Et alors que le G7 débutera dans quelques jours, notre entretien permettra aussi d'assurer une étroite coordination sur ces sujets. Nous évoquerons également et bien entendu la question du Brexit. Et là-dessus vous connaissez ma position, elle est claire, et je sais combien cela occupe vos jours et vos nuits, Monsieur le Premier ministre. D'abord ma position a toujours été de respecter le choix souverain du peuple britannique de quitter l'Union européenne. Je le regrette. Si j'avais été un électeur je n'aurais pas défendu ce choix, mais je crois que la souveraineté des peuples est ce qui fonde les démocraties, et donc je respecte pleinement ce choix et je pense qu'il faut le mettre en œuvre. Ensuite ma position consiste à protéger et renforcer le projet européen, le marché unique, notre capacité à décider et construire une Union européenne plus forte et plus souveraine et c'est pourquoi je me suis toujours positionné pour n'affaiblir en rien ce projet dans les négociations et l'organisation que nous avons à prendre. Et enfin c'est de préserver et d'approfondir la relation bilatérale ancrée dans l'histoire et tournée vers l'avenir. C'est dans cet esprit que l'union européenne a négocié longuement avec le Royaume-Uni un accord de retrait. Je ne vais pas entrer ici dans le détail de cet accord et il n'appartient à aucun pays de l'Union européenne seul de négocier ou renégocier cet accord. Mais je veux dire que les éléments clés de celui-ci comme le *backstop* irlandais ne sont pas simplement des contraintes techniques ou des arguties juridiques mais bien des garanties indispensables à la préservation de la stabilité en Irlande, à l'intégrité du marché unique qui est le socle du projet européen et sont parties intégrantes de cet accord longuement négocié par le Royaume-Uni et l'Union européenne. L'Union européenne a par ailleurs toujours dit sa disponibilité en fonction des souhaits du Royaume-Uni à discuter notre relation future qui est au fond l'essentiel et celui qui construit notre avenir commun. Nous discuterons dans quelques instants de tout cela avec Monsieur le Premier ministre. Je veux dire simplement en ami et en allié au Royaume-Uni que c'est à lui seul de choisir son destin. La manière dont il sortira de l'Union européenne et les fondements de la relation future qu'il veut bâtir avec l'Europe. Nous nous préparons quant à nous activement à tous les scénarios notamment celui d'une sortie sans accord le 31 octobre. Si cela devait être in fine le scénario retenu. Ce n'est pas le choix de l'Union européenne mais c'est notre responsabilité commune à l'égard de nos citoyens, de nos territoires, de nos entreprises, de nous y tenir prêts. Et c'est ce que nous avons d'ores et déjà préparé. Mais je sais en tout cas que l'avenir du Royaume-Uni autour de notre histoire, de nos valeurs, ne peut se trouver qu'en Europe, que notre géographie est têtue à cet égard. Et je sais et je dis avec confiance que l'avenir nous le confirmera. Par-delà les secousses et les vicissitudes qui peuvent être celles de l'actualité. Voilà Mesdames, Messieurs, les quelques mots que je souhaitais dire en redisant tout le plaisir que j'ai d'accueillir aujourd'hui Monsieur Boris JOHNSON et Monsieur le Premier ministre, le plaisir que nous avons de vous avoir à l'Élysée aujourd'hui.

Boris JOHNSON (traduction)

Merci, merci beaucoup, merci Monsieur le Président, merci Emmanuel. Je suis ravi d'être ici à Paris et de cet accueil très chaleureux. En vous écoutant et en écoutant également les commentaires d'hier soir sur le Brexit, je voudrais tout de suite venir au gros du sujet. Bien sûr je veux arriver à un accord. Je cherche un accord et je pense que nous arriverons à cet accord. J'étais très encouragé par nos discussions hier à Berlin avec nos amis mutuels et je pense avec la bonne énergie, avec la bonne créativité, je pense que nous trouverons un moyen pour avancer d'une façon qui serait adaptée pour nos entreprises et nos citoyens. Mais comme Emmanuel a dit,

il est très important dans le monde politique quand il y a un référendum, il faut suivre les consignes données par les électeurs. C'est pourquoi nous devons le 31 octobre quitter l'Union européenne quelle que soit la position avec ou sans accord. Et puis oui par la suite je suis tout à fait d'accord, il faut continuer, poursuivre nos amitiés et nos relations. A l'heure actuelle nous sommes côte-à-côte au Mali, les troupes françaises sont en fait transportées dans des hélicoptères britanniques au Mali, au Sahel, même aujourd'hui en Estonie nos troupes, nos forces sont côte-à-côte pour protéger les côtes orientales de l'OTAN. Et quand le régime de ASSAD a utilisé des armes chimiques, c'était encore une fois le Royaume-Uni et la France côte-à-côte qui se sont exprimées pour montrer ou démontrer l'horreur de ce recours. C'est nous-mêmes qui avons construit le Concorde, nous avons construit le tunnel, nous travaillons ensemble également sur le génome et de cette façon-là nous espérons guérir les pires maladies du monde. Lors du G7 de Biarritz qui sera, je suis sûr couronné de succès, le Royaume-Uni et la France vont travailler côte-à-côte pour faire face aux sujets très importants tels que le changement climatique, la lutte contre le réchauffement, la perte des espèces et également l'éducation des jeunes filles. Et quelle que soit l'issue après le Brexit, c'est notre ambition partagée entre nos deux pays que nous devons renforcer et améliorer nos échanges économiques. Il y a des autobus français sur nos routes britanniques et ceci grâce à l'ouverture de nos économies mais également vos TGV utilisent des rails qui sont fabriqués à Sanford par British Steel. En fait plusieurs personnes n'étaient pas au courant de cela ni l'ambassadeur britannique d'ailleurs, je l'ai informé. Et je pense qu'il n'y a pas vraiment d'image plus forte pour faire passer l'image de ce partenariat très fort que cela et malgré quelques prévisions négatives que nous avons entendues depuis 3 ans notre ville capitale, Londres, continue à être l'une des villes avec la communauté française les plus importantes du monde et j'espère que cela continuera à l'être. Et je sais, Monsieur le président, que vous allez faire de votre mieux également pour appuyer et soutenir les centaines de milliers de citoyens britanniques qui vivent en France tout comme nous nous allons faire la même chose pour les 3,2 millions de citoyens français et européens qui sont au Royaume-Uni. Alors allons-y, faisons ce que nous avons à faire pour arriver au Brexit, essayons de trouver une solution pragmatique, n'attendons pas le 31 octobre, démarrons tout de suite pour travailler sur cette amitié et cette entente et faisons ceci pendant notre déjeuner.

Emmanuel MACRON

Excellent. Je crois qu'on va prendre 2 questions.

Intervenante non identifiée (introduction)

Partir sans accord qu'est-ce que cela veut dire exactement ? Est-ce que cela veut dire suivre les règles de l'OMC à long terme ou bien est-ce que cela veut dire revenir au point zéro avec de nouvelles négociations ? Est-ce que cela veut dire à ce moment-là qu'arriver sans accord est en fait un vrai défi ? Et deuxièmement, Monsieur le président, Angela MERKEL a montré une certaine souplesse hier concernant le filet de sécurité, le *backstop*, ne pensez-vous pas qu'il faudrait également accorder au nouveau Premier ministre (inaudible) ? Merci beaucoup.

Boris JOHNSON (traduction)

Comme vous le savez nous avons déjà beaucoup fait pour garantir que la transition du 31 octobre soit aussi harmonieuse que possible. Il existe déjà des accords sur les services financiers, sur le monde de l'aviation. Mais ce que nous voulons faire dans les jours qui restent eh bien c'est vraiment faire de notre mieux des deux côtés pour être sûr qu'on arrive avec un accord ou pas, que cette sortie de l'Union européenne soit aussi harmonieuse et ceci pour nos citoyens et pour nos entreprises.

Emmanuel MACRON

Sur les questions que vous avez posées, je l'ai dit très clairement dans mon propos introductif le *backstop* irlandais comme on l'appelle est un élément qui a été négocié dans le cadre de l'opération compte-tenu des réalités géographiques de l'Irlande et des situations politiques passées. Et donc c'est un élément important qui permet d'une part de garantir la stabilité en Irlande et d'autre part l'intégrité du marché unique. C'est ces deux objectifs qu'il nous faut poursuivre, quand on parle de flexibilité je veux simplement être très clair avec vous : ces deux objectifs doivent être tenus. Et donc on doit on doit trouver la solution qui permet d'assurer l'intégrité du marché unique, on doit pouvoir garantir aux entreprises, aux consommateurs, aux citoyens européens que les règles, les libertés de l'Union sont assurées ; et que ceux qui entrent dans un marché qui n'est plus dans l'Union européenne se soumettent bien à ces règles et à des contrôles à un endroit donné. Et l'autre chose c'est qu'il y a des équilibres, on le sait des accords passés, le *Good Friday Agreement*, il y a des réalités qui sont liées à la situation politique irlandaise et à la relation d'ailleurs entre votre pays et l'Irlande et je pense qu'il nous faut respecter ce qui a été négocié sur ce point. Et après, dans le cadre de ce qui a été négocié, un travail doit pouvoir se faire. Ensuite par rapport à votre première question je veux juste attirer votre attention sur un point : on parle de l'accord de retrait, il y aura de toute façon une négociation aussi sur les relations futures ce qui est une autre étape mais on a toujours fait les choses clairement et dans le bon ordre.

Boris JOHNSON (traduction)

Si vous me permettez je voudrais rajouter quelque chose pour être tout à fait clair Monsieur le Président. En aucun cas, et ceci quand on voit la frontière avec l'Irlande, moi je redis ce que nous avons déjà dit, en aucun cas le gouvernement britannique n'irait imposer des contrôles à cette frontière. Et je comprends tout à fait qu'il est important de protéger l'intégrité du marché unique, nous le comprenons parfaitement mais nous pensons qu'il y a moyen de protéger cette intégrité tout en permettant au Royaume-Uni de quitter l'Union européenne et ceci d'une façon tout à fait sans heurt. C'était tout à fait intéressant également d'entendre quelques commentaires positifs sur comment y arriver, c'est ce que nous allons...

Intervenante non identifiée

Monsieur le Président (inaudible) MONTASE de Politico. Est-ce que vous êtes sur la même ligne que la chancelière allemande, on peut trouver une alternative au *backstop* en 30 jours. Et Monsieur le Premier ministre quelle est votre alternative complète au *backstop* ?

Emmanuel MACRON

Ce que la chancelière MERKEL a dit hier et qui correspond à l'esprit des échanges que nous avons eus depuis le début c'est qu'il nous faut de la visibilité dans 30 jours. Et donc, je viens de répondre sur l'arrêt du *backstop*, je crois et ça correspond d'ailleurs à l'objectif du Premier ministre Boris JOHNSON, personne ne va attendre jusqu'au 31 octobre sans essayer de trouver une bonne solution. Simplement si nous ne trouvons pas de bonnes solutions, on ne peut pas du jour au lendemain se retourner, donc il faut essayer d'avoir un mois utile, ce mois utile va mobiliser évidemment Michel BARNIER, son équipe de négociateurs, les négociateurs côté britannique pour permettre de trouver ce qui peut répondre à des éléments de contrainte mais sans changer les équilibres profonds de l'accord de retrait parce qu'il a fait l'objet d'un travail extrêmement important et d'une décision unanime des 27. Sur ce point, je suis aussi comme la chancelière MERKEL confiant sur le fait que l'intelligence collective, notre volonté de construire doit nous permettre de trouver quelque chose d'intelligent dans les 30 jours s'il y a une bonne volonté de part et d'autre et c'est ce que je veux croire. Vous savez on m'a toujours dépeint comme le plus dur de la bande. Je le dis pour le Premier ministre JOHNSON mais parce que moi j'ai toujours dit très clairement, il faut... il y a un choix qui a été fait, ça ne sert à rien d'essayer de ne pas appliquer ce choix en pensant que ça va durer très longtemps finalement on n'appliquera pas ce que le peuple britannique avait décidé à un moment donné, on va essayer de contourner les choses. Je pense que nos démocraties souffrent du manque d'efficacité, du manque de clarté. Donc je suis plutôt, et c'est ce que j'ai défendu par le passé au printemps dernier, content qu'on trouve d'aider l'éclair et une volonté d'arriver dans le temps. Maintenant je vais être ici très clair, dans le mois qui vient, on ne va pas trouver un nouvel accord de retrait qui soit loin des bases. S'il y a des choses qui dans le cadre de ce qui a été négocié par Michel BARNIER peuvent être adaptées et sont conformes aux deux objectifs que je viens de citer, stabilité en Irlande, intégrité du marché unique, on doit les trouver dans les mois qui viennent. Sinon ça veut dire que le problème est plus profond, qu'il est plus politique, que c'est un problème politique britannique et à ce moment-là, ce n'est pas la négociation qui peut le régler, c'est un choix politique que le Premier ministre aura à prendre. Ce n'est pas à nous de le faire.

Boris JOHNSON (traduction)

Oui je comprends parfaitement. En fait ce qu'Angela MERKEL a dit hier soir si j'ai bien compris, j'étais à côté d'elle en fait. Elle a dit si nous pouvons le faire dans 2 jours, 2 ans, eh bien nous pouvons le faire également dans 30 jours. Et je trouve que cet esprit est plutôt positif et je pense que les solutions techniques existent. Nous en avons déjà parlé longuement on pourrait avoir des systèmes de contrôle électroniques pour le transport des biens. Je dois encore redire ce que j'ai toujours dit, le Royaume-Uni ne voudrait pas imposer des contrôles à la frontière et nous ne pensons pas que ce soit nécessaire que l'Union européenne soit impliquée pour protéger l'intégrité du marché. Je pense qu'il y a d'autres moyens de le faire. Nous avons le temps de le faire. Allons-y. Comme j'ai dit il y a plusieurs propositions qui ont déjà été faites. Je vous conseillerai de consulter un document excellent écrit par Greg HANDS et d'autres parlementaires plus à parti politique qui proposent des moyens différents pour vérifier tous les biens qui rentrent, les origines des produits sans avoir de contrôle. Voilà c'est ce que nous pouvons arriver à faire.